

AKTUELL

INFLATION ET INDEXATION

Guerre des tranches

Raymond Klein

Le patronat persiste et signe : même si l'inflation est faible, il faut abolir l'indexation des salaires. Une manière de se mettre à dos tout le monde, et de montrer que sa capacité d'analyse est limitée par l'horizon du profit à court terme.

Un peu de tendresse dans le monde des brutes, ce ne sera pas pour 2014. Un armistice entre patronat et syndicats, c'est ce qu'espérait le gouvernement pour reprendre son souffle, après s'être cogné contre des dossiers comme l'éducation aux valeurs ou le TTIP. Xavier Bettel avait donc déclaré que, au vu du faible taux d'inflation, Gambia n'allait pas légiférer en matière d'indexation des salaires - ce qui revient à réintroduire intégralement l'« index ». L'OGBL avait effectivement salué cela comme un « signe positif » du pragmatisme gouvernemental. Mais le syndicat feint d'ignorer que les trois partis restent d'accord pour ne pas accorder plus d'une tranche d'indexation par an - une manoeuvre tactique afin de ne pas pousser le gouvernement dans le camp patronal.

Le libéralisme au service de qui ?

Or, la perspective de donner l'impression qu'il y avait consensus sur le sujet de l'index a conduit l'Union des entreprises luxembourgeoises à convoquer une conférence de presse afin d'apporter une clarification. Mercredi, les représentants patronaux ont expliqué que le maintien de l'indexation des salaires, couplé à la hausse de la TVA, menaçait gravement la compétitivité économique. Le ton était hostile. D'après Paperjam, Jean-Jacques Rommes de l'UEL a essayé de démonter l'argumentation du ministre de l'Economie, qui avait affirmé que l'indexation n'inquiétait pas les investisseurs : « Monsieur Schneider cite les chefs d'entreprise qui l'arrangent, nous citons ceux que nous représentons. »

L'UEL risque cependant de donner l'impression de ne pas savoir ce qu'elle veut. Certes, elle appelle depuis des années à une « désindexation » de l'économie, mais elle s'est surtout plainte de l'instabilité que provoquait la succession rapide des tranches d'indexation quand l'inflation était élevée. Mais au lieu de se montrer partiellement satisfaite, l'or-

ganisation patronale tente de dramatiser la situation en sortant de sa culcette un taux d'inflation cumulé sur dix ans. Non pas pour demander au gouvernement de combattre l'inflation, mais pour lui suggérer de supprimer une, voire toutes les tranches d'index à venir. Après les manipulations des années précédentes au profit des entreprises, ces dernières apparaissent comme insatiables.

Quant à la hausse de la TVA, critiquée à l'origine par l'OGBL comme impôt injuste, elle semble désormais être acceptée dans la mesure où elle sera compensée par une prochaine tranche d'index. L'UEL par contre semble avoir découvert les désavantages de cet impôt et le compte parmi les « coulevres » qu'elle aurait dû avaler avec le nouveau gouvernement. Cependant, les patrons semblent à court d'idées quand il s'agit de proposer des alternatives - on les voit mal en effet soutenir l'idée d'un impôt sur les salaires élevés ou les grandes fortunes.

De toute façon, la crise financière et économique n'a pas changé la vision du monde qu'on cultive du côté patronal. Ainsi, le directeur de la Chambre de commerce Carlo Thelen publie sur son blog une apologie du traité transatlantique TTIP. Prévisions de croissance mirobolantes, promesses d'avantages pour les consommateurs, invalidation sommaire des critiques - cela nous rappelle les mensonges libéraux du passé, notamment ceux accompagnant l'introduction de l'euro. Sauf que, dépourvu de toute structure politique démocratiquement légitimée, une zone de libre-échange transatlantique représenterait un véritable cauchemar.

Ce qui est inquiétant, c'est que le gouvernement - raisonnable, car pragmatique en matière d'index - endosse ce type de discours libéral sur d'autres sujets dont, bien sûr, le TTIP. Ainsi, au-delà des circonstances tactiques, favorables en ce moment aux syndicats face à un patronat malhabile, il y a un décalage énorme entre d'une part les citoyens qui ressentent la crise de légitimité de l'idéologie libérale et d'autre part les puissants - patronat et élite politique - qui adhèrent à cette même idéologie, comme si la crise n'avait pas eu lieu.

SHORT NEWS

Jugendparlament: Frischer Wind?

(da) - „Das Parlament ist nicht der Ort für politische Stellungnahmen“ hat Jean Wivenes laut „L'Essentiel“ nach seiner Wahl zum neuen Präsidenten des Jugendparlaments verlauten lassen. Mitte Mai war sein Vorgänger Patrick Weymerskirch wegen diversen Regelverstößen von der CGJL (Conférence générale de la jeunesse luxembourgeoise) seines Amtes enthoben worden (woxx 1267). Dem Jungsozialisten wurde unter anderem vorgeworfen, das Jugendparlament mehrfach als Plattform für Äußerungen im Namen seiner Organisation missbraucht zu haben. Jean Wivenes ist Mitglied des Schülerkomitees des hauptstädtischen „Lycée de Garçons“ und war unter anderem an der Organisation des Schülerstreiks vom 25. April beteiligt. Außerdem ist er Mitglied der CSV-Jugendorganisation (CSJ). Er gelobt aber, die Fehler seines Vorgängers nicht wiederholen zu wollen und verspricht „mehr Transparenz“ innerhalb des Jugendparlaments. Während des Treffens des Parlaments, bei dem er zum Präsidenten gewählt wurde, wurden ebenfalls 17 Resolutionen verabschiedet. Darunter eine für die Intensivierung des Luxemburger Sprachgebrauchs in der Grundschule zu Integrationszwecken, eine für die „Wahlfreiheit“ zwischen Religions- und Ethikunterricht, und eine für die Legalisierung von Cannabis.

Die Krux mit der gerechten Autosteuer

(rg) - Im Interview mit der woxx im Januar hatte Transportminister François Bausch keinen Hehl aus seiner Idee gemacht, im Fahrzeugbereich statt einer spürbaren Benzinpreiserhöhung eine an die jährliche Kilometerleistung gekoppelte Steuerreform einzuführen. Er berief sich dabei auf den Automobil-Club, dem die derzeitige Regelung vor allem für Leute mit geringem Fahraufkommen ungerecht erscheint, weil sie sich am mittleren Verbrauchswert des jeweiligen Automodells ausrichtet. „Das wäre wohl die intelligenteste Lösung: Statt den Spritpreis heraufzusetzen, belohnt oder bestraft man je nachdem, wie viel gefahren wird, und mit welchem CO₂-Ausstoß“, sagte der Minister gegenüber der woxx und kündigte entsprechende Studien an. Inzwischen scheinen diese angelaufen zu sein, wie dem „Essentiel“ gegenüber bestätigt wurde. Das rief die ADR auf den Plan, die darin einen Eingriff in die freie Lebensgestaltung vermutet. „Eine solche Steuer würde dem Staat nicht nur erlauben, bei den privaten Haushalten und den Betrieben noch mehr Geld einzukassieren, sondern auch durch eine Überwachung der Fahrgewohnheiten das Privatleben noch mehr zu kontrollieren.“ Es mag sein, dass die ADR hier, wie so oft, übertreibt, klar ist aber, dass der bürokratische Aufwand kein geringer sein wird. Ein Spritpreis, der den wahren Kosten des Autogebrauchs entspricht, könnte ohne Kontrolle erhoben werden - allerdings würde die Reaktion seitens Gibéryrien und Co. dann erneut nicht lange auf sich warten lassen.

Sticker: Facebook hilft Preise senken

(lm) - Um ihr Fußball-WM-Heftchen mit Panini-Stickern zu füllen, müssen Kinder 500 Euro und mehr ausgeben. Das meldet ein PR-Kommuniqué, das auf Informationen des Wettbewerbers Topps zurückgreift. Wenn man nicht tausche, müsse man laut einer mathematischen Berechnung durchschnittlich 989 Päckchen mit fünf Stickern kaufen - ein gutes Geschäft für die Firma Panini. Deren Monopolstellung ist Topps ein Dorn im Auge. Die Firma klagt, die EU-Kommission ignoriere das Problem. Topps erwähnt allerdings nicht, dass Panini anbietet, fast volle Alben zum Fixpreis zu vervollständigen. Wie dem auch sei, laut dem britischen Mirror ist der größte Markt für die Sticker in Brasilien, wo viele Kids sich eine solche Ausgabe wohl noch weniger leisten können als in Europa. Verständlich, dass in Rio ein Lastwagen mit 300.000 Stickern einfach gestohlen wurde. Andererseits beschreibt der Mirror, wie ein 35-jähriger Brite seine 640 Sticker binnen sechs Wochen für umgerechnet knapp 110 Euro zusammenbekam - mit Hilfe von Facebook und Twitter. Der Economist sieht in der Verlagerung der Tauschbörse vom Schulhof ins Internet ein ökonomisches Lehrstück: Die Liquidität des Marktes führe zu effizienteren Transaktionen und senke die Preise. Monopol hin oder her, Panini wird durch diese Entwicklung weniger Päckchen pro Teilnehmer verkaufen.